



EDITO

Des profits de US\$ 36 milliards pour TotalEnergies, US\$43 milliards pour Shell, US\$ 56 milliards pour Exxon Mobil... Le mois de février a été ponctué par les annonces des résultats annuels des grands groupes pétroliers et gaziers. Un nombre croissant de personnes ne peut payer ses factures et doit choisir entre se chauffer et se nourrir. Mais les profits sont là pour ceux qui ont profité d'une crise de l'énergie alimentée par une guerre.

Les montants de leurs bénéfices donnent le tournis. Ceux reversés aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actifs dépassent les frontières de l'indécence. Ce sont pas moins de US\$ 17,8 milliards que recevront les actionnaires de TotalEnergies, soit une hausse de 82% par rapport à ceux, déjà très significatifs, versés en 2021.

Ces montants permettent aussi de mettre en perspective l'idée selon laquelle les majors pétrolières et gazières européennes investiraient massivement pour leur transformation et le développement des énergies renouvelables. En 2022, TotalEnergies aura versé US\$ 12 milliards aux énergies fossiles contre US\$ 4 milliards dans la catégorie Integrated gas, renewables and power (iGRP) contenant les énergies renouvelables mais aussi les centrales à gaz et le gaz naturel liquéfié. Autrement dit, quand TotalEnergies met 1 dollar dans les énergies fossiles, il en met moins de 0,3 dans les énergies renouvelables.

Il est urgent d'inverser la tendance. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il nous faut multiplier par plus de trois les investissements dans les solutions et y allouer 9 dollars pour chaque dollar investi dans les énergies fossiles. Ce revirement ne pourra se faire sans l'action des acteurs financiers et le conditionnement de leurs soutiens financiers à l'arrêt du développement de nouveaux projets d'hydrocarbures, au profit des énergies renouvelables.

Et une fois de plus, le diable se cache dans les détails. Dans sa politique adoptée il y a un mois, la première banque européenne à financer l'expansion pétrolière et gazière et assignée en justice pour cette raison, BNP Paribas, dit ne pas avoir financé de nouveaux projets pétroliers depuis 2016 et viser un arrêt de tous ses financements au secteur pétrolier.

Cet engagement ne couvre déjà pas une grande partie des services financiers fournis par la banque : les émissions obligataires, dont les majors pétrolières et gazières sont très friandes pour se financer auprès d'investisseurs. Mais surtout, BNP Paribas n'a pas de baguette magique et à moins d'appeler dès maintenant ses clients à ne plus ouvrir de nouveaux projets pétroliers et engager la fermeture de leurs infrastructures existantes, la banque ne pourra appliquer sa politique sans se heurter à un problème intrinsèque à l'argent, sa fongibilité, qui ne permet pas à une banque de flécher un financement dès lors qu'il est adressé à une entreprise dans son ensemble.

Pour éviter les pires impacts des projets pétroliers et gaziers dont les communautés en première ligne font déjà les frais, les acteurs financiers n'ont d'autres choix que de renoncer à leurs profits issus de l'expansion des énergies fossiles et de soumettre leurs relations bilatérales avec les plus gros pollueurs à l'adoption de mesures indispensables pour soutenir la transformation écologique de nos sociétés.

Lucie Pinson
Fondatrice et Directrice de Reclaim Finance

LES INFOS À NE PAS RATER

Cinq lauréates du prix Goldman appellent à cesser les soutiens à TotalEnergies

À la veille de l'annonce des résultats annuels de TotalEnergies, une tribune appelle les institutions financières à cesser de soutenir l'expansion pétro-gazière de la major française.

EN SAVOIR PLUS





L'AMF appelle à l'exclusion des énergies fossiles des fonds durables

L'AMF a proposé des critères minimaux qu'un produit financier devrait satisfaire afin d'être classé dans les catégories "Article 9" ou "Article 8" selon la SDFR.

[EN SAVOIR PLUS](#)

Nos recommandations pour les investisseurs

Ces recommandations identifient les mesures clés qui permettraient aux gestionnaires d'actifs de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique.

[EN SAVOIR PLUS](#)



LA SÉLECTION DU MOIS

La finance doit s'attaquer à l'addiction de l'industrie de l'acier au charbon

La décarbonation du secteur de l'acier est essentielle pour limiter le réchauffement à 1,5 °C et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Le Say on Climate, un objet juridique en débat

Les résolutions Say on Climate se développent depuis deux ans, y compris en France. Reclaim Finance revient sur les grands enjeux autour des Say on Climate.

Réponse à la consultation de l'ESMA sur les noms de fonds ESG

ESMA a sollicité des avis sur ses propositions de lignes directrices sur les noms de fonds comportant des termes ESG ou liés au développement durable.

Nouveau protocole de la NZAOA : des demi-mesures insuffisantes

La NZAOA doit formuler des recommandations claires et robustes sur la fin du soutien à l'expansion pétro-gazière dans son prochain document sur le pétrole et le gaz.

LES DERNIÈRES POLITIQUES

Nouvelle politique pétrole et gaz de Barclays : un coup d'épée dans l'eau

Cibles sectorielles d'UniCredit : un pas en avant vers la décarbonation

Pétrole et gaz : BNP Paribas se trompe de méthode

SOUTENEZ RECLAIM FINANCE

FAIRE UN DON

Un don de 100€ revient à 34€ après réduction fiscale.



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[Se désinscrire](#)

